

---

## TRAME DE DISCOURS 1<sup>ER</sup> MAI

---

Chères et chers camarades,

Les années passent, les 1<sup>er</sup> mai ne se ressemblent pas. Pour autant, Force ouvrière est présente et bien présente pour cette journée de mobilisation internationale des travailleurs. La réalité de la guerre nous ferait presque oublier les mois qui ont précédé avec les vagues et les reflux de l'épidémie de Covid. Ce premier mai ne sera pas entravé par les mesures sanitaires.

Quoiqu'il advienne, le 1er mai demeure un symbole de l'engagement syndical : celui de la solidarité ouvrière, du refus de l'exploitation, de l'aspiration à l'émancipation individuelle et collective, de l'action collective et de l'internationalisme.

C'est aussi un engagement pour la paix.

Et ce premier mai, plus que d'autres ces dernières années, est placé sous le signe des appels à la paix alors que la guerre en Ukraine se poursuit avec, chaque jour, la révélation de nouvelles horreurs, atrocités, que subissent tant d'hommes, femmes, enfants, familles entières du fait des exactions et crimes commis par les troupes russes.

Plus de deux mois de guerre, deux mois de bombardements, deux mois de destructions massives, deux mois de barbarie, deux mois d'exodes... Des dizaines de milliers de réfugiés ukrainiens sont déjà arrivés ou continuent d'arriver en France, deux tiers d'entre eux sont des femmes seules avec enfants. Ils doivent être accueillis, comme tous les réfugiés, accompagné, soutenus, hébergés...

Ne nous laissons pas gagner par la fatalité, la résignation... Clamons toujours haut et fort notre aspiration à l'arrêt de tous les conflits, de la guerre, notre aspiration à la paix !

La solidarité ouvrière à chaque fois qu'elle peut être sollicitée répond présente, quand où que ce soit dans le monde, la paix, la démocratie, la liberté mais aussi le syndicalisme, l'action syndicale, sont menacés ou réprimés.

Sommes-nous condamnés à subir ? Nous ne pouvons pas agir directement pour faire taire les armes. Mais nous pouvons nous exprimer, manifester, rappeler notre attachement à la paix. Dès le lendemain de l'invasion russe, nous avons pris l'initiative d'un communiqué des 5 confédérations pour nous opposer à cette guerre, pour exiger une paix immédiate.

Nous avons réaffirmé avec force le préambule de la constitution de l'OIT (Organisation internationale du travail) affirmant qu'une paix universelle et durable ne peut être fondée que sur la justice sociale.

Avec le mouvement syndical européen et international, nous relayons auprès des gouvernements et des institutions les attentes des syndicats ukrainiens. Une pétition en ligne et un fonds de solidarité ont été mis en place par la CES et la CSI.

Un convoi syndical a été lancé par les organisations françaises, pour apporter une aide matérielle aux camarades des confédérations ukrainiennes. Il s'agit de rassembler du matériel pour les camps de déplacés internes qu'ils gèrent. Un train va partir à la mi-mai à destination d'un pays limitrophe permettant de transporter ce matériel jusqu'à la frontière ukrainienne. Une collecte de fonds est organisée. Chacun peut y

participer. Les fonds sont à verser à la Confédération, qui participera ensuite de façon commune à l'achat du matériel demandé.

La solidarité internationale ne s'est pas limitée à l'Ukraine. En lien cependant avec cette situation, nous venons d'apprendre l'arrestations de militants syndicalistes en Biélorussie, et avons fait part avec la CSI de notre protestation. Dans d'autres régions du monde, cette solidarité est nécessaire. Toujours avec Hong Kong et avec la Birmanie... Avec l'Afghanistan, où nous travaillons à l'accueil de syndicalistes en exil qui ont fui le régime des talibans, à leur relogement avec notre UD du Nord et l'hébergement du syndicat en exil, pour qu'il puisse poursuivre son activité depuis la France.

Nous ne sommes aussi confrontés aux répercussions de la guerre sur notre vie quotidienne. Les populations en subissent déjà les conséquences, les moins favorisés surtout confrontés à l'augmentation des prix, aux difficultés d'approvisionnement en biens et alimentation essentiels.

Nous voyons les prix qui continuent d'augmenter, sur les étals des supermarchés, à la pompe, sur nos factures de gaz, de fioul ou d'électricité. Les prix du pétrole, du gaz mais aussi du blé et de nombreuses matières premières s'affolent !

Le niveau d'inflation a de nouveau provoqué une augmentation automatique du SMIC. 40 euros bruts à partir de ce 1<sup>er</sup> mai. Elle sera vite absorbée. Dès l'automne, nous avons demandé un coup de pouce significatif sur le Smic et sur le point d'indice de la fonction publique. Nous avons appelé à des négociations salariales dans les branches et dans les entreprises.

Dans tous les secteurs, de nombreux conflits – parfois longs – ont été engagés par ou avec nos syndicats dans des entreprises pour exiger des augmentations de salaire. Certains ont débouché positivement, dans la grande distribution, dans l'industrie, la sûreté aéroportuaire, les secteurs du transport, Pole emploi, la collecte des déchets de plusieurs grandes villes.

Chez Amazon, où nous ne sommes pas encore suffisamment implantés, des mouvements de grèves ont touché quasiment tous les sites français de l'entreprise pendant près de trois semaines pour obtenir une augmentation de 5% des salaires. A ce sujet, une bonne nouvelle – elles se font rares compte tenu de l'Etat du monde : aux Etats unis, sur un site d'Amazon situé dans le district de New York, un syndicat a enfin pu s'implanter, à la suite du vote des salariés.

Aujourd'hui, maintenant, les salariés, les ménages ne doivent pas subir les répercussions de la guerre et des sanctions économiques.

Demain, pour ne plus subir, nous devons renforcer notre production électrique et notre souveraineté énergétique tout en répondant aux impératifs de la transition climatique. Nous ne pouvons pas y être indifférents. Cela doit se faire avec et pas contre les salariés, et avec de l'emploi industriel sur notre territoire.

A nouveau, reçus par le Premier ministre le 8 mars, nous avons appelé à ce que les emplois et salaires soient protégés. Une fois de plus, comme nous l'avions déjà mis en avant pendant la crise sanitaire, les profits réalisés, qui ont atteint des niveaux records ces derniers mois, doivent revenir à celles et ceux qui les produisent : aux travailleurs et aux ménages, pas aux dividendes !

Des dispositions contraignantes et fiscales en ce sens sont indispensables ! Nul ne doit profiter de la guerre ! Il est indispensable que des dispositifs soient pris pour bloquer la hausse des prix sur les produits de consommation courante, sur l'énergie et les carburants.

Mes chers camarades, vous le savez, nous sortons de l'élection présidentielle, la campagne pour les législatives va s'ouvrir. Retraites, dialogue social, assurance chômage, les sujets vont être nombreux... Si de nombreux commentateurs se sont félicités que les questions sociales soient au centre de cette élection, les

propositions diverses qui fleurissent en matière de salaires ou de retraites notamment ne sont pas forcément un gage de progrès pour les salariés !

Bien évidemment, nous avons réagi sur le recul de l'âge de départ à la retraite, car pour FO, 65 ans ce n'est pas acceptable : 62 ans et 43 années de cotisations, pour beaucoup c'est déjà beaucoup trop ! Nous disons non à un tel recul et nous mettrons toutes nos forces pour convaincre de nos raisons de nous y opposer, pour l'en empêcher.

C'est inacceptable car le recul de l'âge de la retraite aura comme seul effet de baisser globalement le niveau des pensions alors que le seul effet des réformes passées – qui sont déjà très pénalisantes pour les salariés (recul à 62 ans et allongement de la durée de cotisation à 43 ans, désindexation des pensions des salaires) – conduira selon différentes projections à l'horizon 2070 à une baisse de 2 points de PIB du niveau global des pensions.

C'est inacceptable car cela obligera un grand nombre de salariés à prolonger leur carrière pour ceux qui sont encore en emploi et cela obligera tous les autres qui ne sont déjà plus en emploi (un sur deux n'est déjà plus en emploi à 60 ans) à rester plus longtemps dans la précarité, à trouver un revenu de substitution dans l'indemnisation chômage, la pré-retraite, l'invalidité ou pire, les minima sociaux. Et pas d'illusions, celles et ceux concernés par les carrières longues ou la pénibilité devront partir plus tard avec un tel projet.

Notre congrès confédéral aura lieu avant les élections législatives. Nous nous retrouverons à Rouen du 30 mai au 3 juin. C'est toujours un rendez-vous important. C'est un moment essentiel du débat démocratique entre délégués, porteurs du mandat et des aspirations des adhérents.

Nous échangerons librement, âprement, et fraternellement.

Nous débattons de notre activité écoulée, de nos actions, de notre bilan sert de leçon pour l'avenir, nous débattons de nos revendications du moment et pour les semaines, les mois, les années à venir.

Si les retraites seront au centre de nos débats, les sujets ne manquent pas : il nous faudra reparler salaires, pouvoir d'achat, emploi, réforme fiscale, sécurité sociale, négociation collective, paritarisme, services publics, réindustrialisation, protection du climat, laïcité, renforcement des droits, développement de notre organisation...

Afin de préserver et de conquérir de nouveaux droits, le développement sera la priorité des priorités. Doubler le nombre de nos adhérents est un objectif que nous devons nous fixer. Pour y parvenir, il nous faut montrer notre présence, démontrer notre utilité et notre efficacité auprès de celles et ceux qui sont éloignés du syndicat et faciliter leur adhésion. Nombre de salariés ne sont pas ou sont insuffisamment représentés, notamment dans les petites ou très petites entreprises, ou encore les salariés en situation de précarité, à temps partiel, en CDD ou en intérim, avec un petit salaire, ou bien en situation de chômage.

Ce congrès, à quelques jours des élections législatives, sera regardé et suivi avec attention, bien au-delà de nos rangs. Il sera un événement important sur le terrain social. A nous de le réussir. Ceux de nos syndicats qui n'ont pas encore délégué leurs mandats, ceux qui ne sont pas inscrits, ne perdez pas de temps. Inscrivez-vous pour y prendre part, prendre part aux débats, prendre part à cet événement syndical dont nous voulons qu'il marque une nouvelle étape de l'engagement de Force Ouvrière pour la justice sociale, pour la solidarité internationale, pour la Pain, la Paix, la Liberté

Chers camarades, nous aurons de nombreux combats à mener.

Même si la période n'incite pas à l'optimisme, nous sommes syndicalistes, confiants, déterminés et confiants dans notre avenir ! Nous en ferons la démonstration collectivement – c'est notre responsabilité la plus importante.

Nous ferons en sorte que notre congrès démontre, que nous sommes rassemblés, unis, forts et riches de ce qu'est la Confédération générale du travail Force Ouvrière, une organisation syndicale de la classe ouvrière, libre et indépendante, ambitieuse et conquérante quant à son rôle et au développement de sa force militante pour la justice sociale.

FO était là, FO est là ce 1<sup>er</sup> mai 2022, FO sera là et il faudra compter avec elle pour défendre droits des femmes et des hommes au travail, les salaires, la sécurité sociale, les retraites et pour faire avancer le progrès social, la justice sociale, la Paix et la Liberté !

**Vive le syndicalisme libre et indépendant !**

**Vive la solidarité internationale des travailleurs !**

**Vive le 1<sup>er</sup> mai des revendications !**

**Vive la confédération générale du travail -FORCE OUVRIERE !**

